

Une réouverture très partielle du poste de Rafah

Le poste frontière de Rafah a partiellement rouvert ce dimanche. A ce stade, seuls des habitants du territoire seront autorisés à traverser la frontière, dans des conditions drastiques.

AFP

Israël a rouvert dimanche très partiellement le passage de Rafah entre l'Égypte et la bande de Gaza, vital pour l'entrée de l'aide humanitaire, mais seuls des habitants du territoire seront pour l'heure autorisés à traverser la frontière, dans des conditions drastiques.

Les autorités israéliennes ont annoncé que le passage des habitants dans les deux sens pourrait commencer lundi, une fois « les préparatifs achevés », sans mentionner une éventuelle augmentation de l'aide vers Gaza.

La réouverture de Rafah, seul passage entre Gaza et le monde extérieur ne passant pas par Israël, fermé depuis le printemps 2024, était réclamée avec force par l'ONU et les ONG internationales. Elle est aussi attendue avec impatience par les malades ou blessés qui espèrent recevoir des soins à l'étranger. Environ 200 malades, selon un responsable du



ministère de la Santé de Gaza, attendaient dimanche de pouvoir passer en Égypte.

Mais les restrictions imposées par Israël sont loin de satisfaire ces demandes pendant que, dans la bande de Gaza en ruines, cette réouverture suscite espoir et amertume après plusieurs mois d'une trêve fragile.

Des ambulances en attente

Selon des images et des sources palestiniennes interrogées par l'AFP, des camions-citernes et ambulances ont traversé dimanche la frontière du côté égyptien, mais n'avaient pas encore pénétré dans Gaza.

Le porte-parole à Gaza du mouvement islamiste palestinien Hamas, Hazem Qassem, a prévenu que « toute obstruction ou condition préalable imposée par

Dimanche, des ambulances attendaient de pouvoir franchir le poste frontière de Rafah pour pénétrer dans Gaza. © AFP.

Israël » constituerait « une violation de l'accord de cessez-le-feu ».

La réouverture totale de Rafah est prévue par le plan du président américain, Donald Trump, visant à mettre fin définitivement à la guerre déclenchée le 7 octobre 2023 par l'attaque du Hamas.

Israël avait cependant prévenu que Rafah ne rouvrirait qu'une fois rendue la dépouille de Ran Gvili, le dernier otage retenu à Gaza, finalement récupérée le 26 janvier. Les autorités israéliennes avaient indiqué vendredi qu'il faudrait « une autorisation sécuritaire préalable » pour sortir de Gaza et y entrer, en coordination avec l'Égypte et sous la supervision de la mission européenne à Rafah. L'Égypte et la Jordanie ont cependant réaffirmé dimanche leur opposition à « toute tentative de déplacement du peuple palestinien hors de sa terre ».

Qu'est-ce que la médiation pénale utilisée dans l'affaire Uyttendaele ?

Accusé d'atteinte à l'intégrité sexuelle d'une consœur stagiaire, l'avocat Marc Uyttendaele s'est vu proposer par le parquet un processus de médiation pénale. Tout comprendre en trois questions.

DÉCODAGE

WILLIAM BOURTON

Ce week-end, l'avocat bruxellois et professeur de droit constitutionnel de l'ULB Marc Uyttendaele a reconnu, par l'entremise de son avocate, avoir posé un geste inapproprié à l'égard d'une avocate stagiaire en 2022. Cette dernière avait déposé plainte contre lui en 2024.

Estimant l'infraction d'atteinte à l'intégrité sexuelle établie, le parquet de Bruxelles a proposé la mise en place d'un processus de médiation pénale. L'avocat de la plaignante a précisé que sa cliente souhaitait prendre le temps de la réflexion quant à sa participation ou non à ladite procédure de médiation.

1

Qu'est-ce que la médiation pénale ?

La procédure de médiation pénale – également appelée « médiation-mesures » – est une alternative aux poursuites pénales, proposée par le parquet. L'auteur de l'infraction se voit proposer par le procureur du Roi une ou des mesures, comme le traitement médical, une thérapie ou des travaux d'intérêt général ou l'engagement dans un processus de discussion autour d'une indemnisation avec la victime.

Si les conditions de la médiation pé-

nale sont respectées et correctement exécutées, l'action publique s'éteint : il n'y a plus de poursuites pénales pour ces faits. Ce n'est donc pas une peine.

La procédure peut être entreprise même si un juge a déjà été saisi du dossier. « Mais il faut alors une homologation : par la chambre du conseil si on est au stade de l'instruction ou par la juridiction de jugement si on est dans la phase de jugement », explique Marie-Aude Beernaert, professeur à l'UCLouvain, où elle enseigne le droit de la procédure pénale et le droit de l'exécution des peines. « Dans ces cas-là, il y a une inscription au casier judiciaire central, ce qui ne veut pas encore dire que cela figurera sur l'extrait de casier de la personne. On n'est donc pas encore tout à fait dans une peine, mais on est dans quelque chose qui s'en approche. Dans toute transaction ou médiation proposées au stade de l'information, on n'est pas dans quelque chose qui ressemble, même de loin, à une peine puisqu'il n'y a pas de juge qui soit intervenu. »

A la différence de la transaction pénale, la médiation pénale n'est pas exclue pour les infractions qui portent atteinte à l'intégrité d'autrui, ajoute Marie-Aude Beernaert : « L'idée du législateur quand il a choisi de ne pas l'exclure pour les atteintes à l'intégrité physique était de la permettre dans un contexte de violence intrafamiliale. »

2

Quelle est la différence avec la transaction pénale ?

Première différence : dans le cadre de la transaction pénale, ce qui est proposé au contrevenant en échange de l'extinction de l'action publique, c'est uniquement le paiement d'une somme d'argent, tandis que dans le cadre de la médiation pénale c'est une palette de mesures (lire plus haut).

Deuxième différence : les atteintes à



l'intégrité physique des personnes ne peuvent être réglées par une transaction pénale.

3

Tous les délits peuvent-ils être réglés par une médiation pénale ?

La loi stipule que l'on peut proposer la médiation pénale pour des faits qui ne paraissent pas de nature à devoir être punis d'un emprisonnement de plus de deux ans. Mais la formule est trompeuse, explique Marie-Aude Beernaert. « Elle fait référence non pas à la peine prévue dans le Code, mais à la peine qui aurait pu être requise en pratique par le magistrat du parquet s'il était allé devant le tribunal, s'il n'avait pas utilisé cette procédure », précise la juriste. « Par le jeu des circonstances atténuantes, on peut descendre jusqu'à deux ans pour des faits punis dans le Code de dix ou quinze ans de réclusion. Donc, en pratique, ça exclut uniquement les infractions punies de plus de 20 ans de réclusion. »

Marc Uyttendaele a reconnu avoir posé un geste inapproprié à l'égard d'une avocate stagiaire en 2022.

© PIERRE-YVES THIENPONT.

MÉDIAS

Jacqueline Galant s'explique après ses propos polémiques



© PIERRE-YVES THIENPONT.

La ministre des Médias, Jacqueline Galant (MR - photo), « regrette la polémique suscitée par la publication d'une vidéo enregistrée dans le cadre d'un débat avec des militants », a-t-elle indiqué samedi sur le réseau social X. La libérale y laissait entendre qu'elle comptait profiter du départ de l'administrateur général de la RTBF, Jean-Paul Philippot, ainsi que du directeur de l'information, Jean-Pierre Jacqmin pour imposer une ligne éditoriale davantage à droite.

« Au cours de ces derniers mois, à aucun moment, je n'ai remis en cause ou entravé la liberté qui est celle de la RTBF. Ni en ON, ni en OFF, je n'ai un jour interféré dans le travail d'un journaliste du service public. Je ne l'ai jamais fait et je ne le ferai jamais », a publié la ministre.

« Il me paraît opportun de rappeler, et j'y tiens fortement, que les procédures encadrant les recrutements de l'administrateur général et du directeur de l'information de la RTBF respectent et respecteront en tout point les prescrits légaux et les procédures internes à la RTBF », a-t-elle poursuivi. BELGA

WALLONIE

Une spectatrice tuée lors des Legend Boucles

Une personne est décédée ce dimanche, percutée par une voiture alors qu'elle assistait au rallye des Legend Boucles en province de Luxembourg. L'accident s'est produit en fin de matinée lors d'une sortie de route dans la commune de Houffalize. « Il ressort des premiers devoirs d'enquête réalisés que la victime se trouvait en zone autorisée au moment du drame », a indiqué le parquet du Luxembourg. Une cellule de soutien psychologique à la famille et aux proches a été mise en place, a fait savoir le parquet qui précise encore que l'enquête se poursuit. BELGA